

First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

First Call: BC Child and Youth Advocacy Coalition est une coalition regroupant 90 organisations partenaires qui sont toutes convaincues que notre pays devrait investir en priorité dans les enfants et les jeunes. Nous sommes déterminés à aider les enfants et les jeunes de la Colombie-Britannique. Pour atteindre ce but, voici les quatre clés du succès :

- un engagement ferme envers le développement de la petite enfance
- un soutien au moment du passage de l'enfance à l'adolescence et à la vie adulte
- une équité économique accrue
- des collectivités sécuritaires et bienveillantes.

En ce qui concerne les mesures nécessaires pour assurer une reprise économique durable, notre première recommandation est d'accorder une priorité élevée à l'augmentation des investissements annuels du Canada dans les soins à la petite enfance et l'éducation, et de les faire passer du 0,25 % de notre PIB qui leur est consacré actuellement au seuil de 1 % du PIB recommandé par l'UNICEF. Les investissements ciblés visant à favoriser la croissance et le développement sains des enfants constituent le fondement de la durabilité sociale et économique de toute société. Nous recommandons que l'on investisse dans une stratégie nationale d'aide à l'enfance financée par l'État qui contribuerait à améliorer la qualité des services à l'enfance et d'en accroître l'accès et l'abordabilité pour les jeunes familles. Nous recommandons aussi d'augmenter la Prestation fiscale canadienne pour enfants à 5 400 \$, indexés à l'inflation. Ces deux éléments sont essentiels au plan national de réduction de la pauvreté, lequel a fait l'objet d'une promesse dans le cadre d'une résolution adoptée à l'unanimité par la Chambre des communes en novembre 2009 visant à élaborer un plan immédiat pour éliminer la pauvreté pour tous les citoyens du Canada. Nous souhaitons également rappeler au Comité la résolution adoptée en 1989 avec l'accord de tous les partis qui visait à éliminer la pauvreté chez les enfants avant l'an 2000. Le budget fédéral de 2013 doit être établi en fonction de ces engagements. De plus, nous recommandons au gouvernement fédéral d'adopter une approche plus proactive et fondée sur des données probantes dans la protection de notre territoire, air, eau et approvisionnement alimentaire pour assurer la santé des générations futures. Une telle approche contribuerait à réduire les niveaux des maladies chroniques et la hausse des coûts liés aux soins de santé qui en découle. La santé des enfants sera compromise tout au long de leur vie parce que nous aurons échoué à leur fournir un environnement propre et sain, ainsi que des aliments nutritifs et non contaminés.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

First Call recommande que le gouvernement fédéral se concentre à combler les lacunes de l'infrastructure des services sociaux au Canada, où trop peu de personnes occupent des postes consistant à fournir des soins essentiels, comme les soins à la petite enfance et l'éducation, les soins à domicile et le soutien destiné aux personnes âgées, le soutien destiné aux enfants et aux jeunes souffrant d'un handicap ainsi que les domaines de la santé mentale et des dépendances. Ces types d'emplois ne sont pas assujettis à la concurrence internationale, étant donné qu'ils ne peuvent faire l'objet d'impartition dans des pays où les salaires sont bas. Le fait de créer des emplois dans ces domaines au moyen d'investissements fédéraux accrus et stables contribuerait à répondre à des besoins sociaux et de santé réels, générerait des recettes fiscales pour le gouvernement et des dépenses dans les économies locales, et serait moins coûteux que de gérer les crises qui surviendraient si l'on échouait à faire de la prévention. Cela contribuerait également à alléger le fardeau que représentent les soins pour les membres de la famille qui sont sur le marché du travail, à réduire le nombre de maladies liées au stress et les absences au travail. Conformément à l'une de nos recommandations précédentes concernant l'amélioration de la protection de l'environnement, nous proposons au gouvernement d'explorer les façons d'appuyer la création d'emplois dans les domaines de l'énergie et des technologies renouvelables et propres, de l'intendance de l'environnement et de la production d'aliments locaux.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

First Call souhaiterait que, dans le budget fédéral, on aborde la question de la pénurie de main-d'œuvre en augmentant les investissements publics dans l'éducation postsecondaire et la formation destinée aux jeunes. Il est essentiel d'offrir des options de formation postsecondaire aux personnes qui sont confrontées à des obstacles financiers et de réduire les dettes accablantes que les étudiants accumulent afin de recevoir de l'éducation et de la formation axée sur des compétences nécessaires pour accomplir leur emploi actuel et futur. Dans le même ordre d'idées, les investissements dans l'alphabétisation chez les jeunes enfants et autres formes de soutien destiné aux populations d'enfants et de jeunes susceptibles de quitter l'école prématurément ou de subir un échec scolaire constitueraient un bon placement pour maximiser le potentiel de tous les jeunes Canadiens. Cela permettrait également de réduire les coûts liés au système juridique, puisque de posséder un faible niveau de littératie est un facteur de risque connu de participation à des activités criminelles et d'incarcération.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Joseph Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque mondiale et récipiendaire d'un prix Nobel en économie, a récemment souligné que l'on devait régler le problème de l'inégalité croissante pour stimuler la productivité et les autres indicateurs d'une économie en santé. Dans ses mots, [TRADUCTION]

« Même les économistes de l'offre qui insistent sur l'importance d'accroître la productivité devraient comprendre les avantages de s'attaquer à l'inégalité » (Los Angeles Times, 22 juillet 2012). Stiglitz poursuit en disant que « les investissements publics sont particulièrement importants de nos jours; ils contribuent à augmenter la demande à court terme et la productivité à moyen et à long terme. L'augmentation des investissements publics contribuerait à compenser la faiblesse persistante du secteur privé. Les investissements dans la formation destinée à de nouveaux emplois pourraient faciliter la transformation structurelle de l'économie, en l'aidant à passer des secteurs dans lesquels le nombre d'emplois est en baisse (comme la fabrication) à des secteurs plus dynamiques. Le renforcement de l'éducation contribuerait à faire renaître le rêve américain et aiderait le pays à devenir une fois de plus un monde de possibilités, où les talents des jeunes sont utilisés à leur plein potentiel ». Ces conseils sont également bons pour le Canada. Une fois de plus, First Call recommande que le budget fédéral contienne des mesures précises visant à cibler les dépenses et à revoir la politique fiscale fédérale dans le but de renverser l'accroissement de l'inégalité des revenus au Canada.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Un trop grand nombre de jeunes familles canadiennes croulent sous les dettes et doivent payer des coûts exorbitants pour les soins destinés à leurs enfants et pour le logement. En même temps, un trop grand nombre d'entre elles travaillent pour gagner un salaire vital et occupent des emplois qui n'offrent aucun avantage. Le gouvernement fédéral doit s'assurer que toutes les jeunes familles, peu importe leur situation d'emploi, ont droit à des prestations parentales jusqu'à 18 mois après la naissance ou l'adoption d'un enfant. Lorsque les parents sont prêts à entrer ou à retourner sur le marché du travail, ils ont besoin de services d'aide à l'enfance abordables et de qualité, un autre secteur nécessitant des investissements fédéraux considérables. De nombreuses familles et collectivités autochtones se remettent encore des marques laissées par les pensionnats et des autres traumatismes infligés par le colonialisme d'hier et d'aujourd'hui. En tant que pays, nous avons le devoir d'éliminer les inégalités importantes qui ont été créées dans les domaines de la santé, de la sécurité économique ainsi que pour les autres indicateurs de bien-être en augmentant les investissements dans le bien-être de l'enfance, l'éducation et les services de santé ainsi que dans les autres formes de soutien destiné aux collectivités autochtones sur réserve et hors réserve. Le gouvernement fédéral doit cesser de gaspiller de l'argent à se battre contre les plaintes relatives aux droits de la personne concernant le financement inéquitable des services de protection de l'enfance formulées par la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations et l'Assemblée des Premières Nations, et s'appliquer à régler le problème. Les populations d'immigrants et de réfugiés sont d'autres groupes qui sont confrontés à des difficultés particulières lorsqu'ils tentent d'obtenir un emploi adéquat. Le budget fédéral doit continuer d'injecter du financement approprié dans les services d'accueil partout au pays, y compris l'accès à une formation linguistique nécessaire, et de soutenir les efforts déployés pour améliorer la reconnaissance des titres de compétences et l'accès à des emplois qui correspondent aux compétences du nouvel arrivant. Les bons employeurs qui désirent offrir des salaires suffisants doivent faire concurrence aux employeurs qui offrent des salaires sous le seuil de la pauvreté, qui font travailler leurs employés à temps partiel et ne leur offrent aucun avantage; des employeurs qui exploitent leurs travailleurs. Le gouvernement devrait s'assurer que les fonds fédéraux ne sont pas utilisés pour subventionner les employeurs qui s'adonnent à ces pratiques. Les jeunes travailleurs, les nouveaux arrivants et les travailleurs étrangers temporaires sont particulièrement vulnérables à ce type d'exploitation.